

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

cassons l' école monopole d' état

p. 8

chômage

**une fausse
alternative**

p.2

immigration

**quelle
politique
française ?**

p. 4 - 5

crise économique

du chômage à la révolte

● Une même vision économique est responsable, pour une large part, de l'inflation et du chômage.

Pour tous les observateurs de la vie économique, le chômage atteint aujourd'hui un seuil critique, celui où la résignation pourrait laisser la place à l'exaspération et bientôt à la révolte. Dans quelques mois, l'arrivée sur le marché du travail d'une nouvelle vague de jeunes sortant des écoles pourrait bien donner au problème du chômage une dimension pré-révolutionnaire. Déjà, on constate aisément que dans les récentes manifestations lycéennes réside, plus qu'une très formelle contestation de la réforme Haby, une angoisse profonde, celle de l'emploi.

DEUX VISIONS...

On retrouve alors, pour parler et traiter de ce grave problème, deux tendances, deux types d'analyses fortement opposées en apparence, mais convergentes en réalité. Avec brio, M. Giscard d'Estaing a parfaitement illustré un certain type d'analyse, lors de sa dernière allocution télévisée. Attitude rationnelle, exposé froid — et chiffré — de la situation, absence de toute passion, ignorance du fait humain ; confiance dans les mécanismes de l'économie, intervention technocratique sur ces mécanismes.

Il est vrai que l'accroissement du chômage est le prix à payer à la lutte anti-inflation. Il est incontestable que l'inflation est plus aveugle, plus injuste dans ses effets profonds qu'un chômage théoriquement rendu plus indolore par la mise en place d'un système de garantie des revenus qui permet au chômeur de conserver quelque 90 % de son salaire antérieur pendant un an. Mais au chômage total s'ajoute, en proportion croissante, le chômage partiel qui, pour la grande majorité des ouvriers, s'analyse comme une réduction des horaires de travail, c'est-à-dire une amputation importante des revenus. En promettant un accroissement de la part de l'Etat dans l'aide aux chômeurs partiels, M. Giscard d'Estaing s'est donné bonne conscience sans grand mal. Les quelques mesures

concernant les vieillards, les agriculteurs ou les familles renforcent, à ses yeux, son image « sociale », et lui donnent quelque espoir de mener à son terme son plan d'austérité.

Austérité contre laquelle s'élèvent fortement partis d'opposition et syndicats ouvriers mais aussi, en une alliance objective, patronat industriel et milieux financiers. On ne sait, en définitive, qui est le plus violent, au-delà des mots, de M. Ceyrac ou de M. Marchais.

Alors se développe, avec un certain succès, un deuxième type d'analyse. « Non à l'austérité », tel est le message adressé par quelques centaines d'ouvriers de chez Renault, à l'adresse de M. Chirac, à l'initiative du Parti Communiste. Manifestation symbolique, sans portée réelle sur la crise économique, mais qui brode avec succès sur le thème bien connu de « l'exploitation de la classe ouvrière par les grands monopoles capitalistes ». Il est en effet bien tentant de rapprocher les chiffres d'accroissement du chômage de ceux d'accroissement des bénéfices dans certaines branches de l'économie. L'amalgame est aisé, mais rares sont les entreprises qui s'enrichissent et qui, dans le même temps, licencient leurs ouvriers, ou leurs cadres !

Car ces derniers aussi sont touchés par la crise. Au niveau des revenus, ils ont vu leur pouvoir d'achat stagner, sinon même régresser en 1974. Au niveau de l'emploi, les récents licenciements chez Citroën témoignent de la vulnérabilité de leur position, comme pour l'ensemble des autres travailleurs victimes de la crise.

Il est grave alors de demander une « relance de l'économie », ou l'abandon du plan d'austérité, sans s'être auparavant assuré que les mêmes travailleurs ne seront pas encore plus touchés par de telles mesures. Lutter contre l'inflation dans un contexte de crise économique est un pari difficile à tenir. Lutter contre l'austérité sans proposer les moyens efficaces d'enrayer en même temps l'inflation, est une gageure, au mieux une inconséquence politique.

... CONVERGENTES

Et les deux analyses révèlent leur parenté profonde, dans les solutions qu'elles mettent

en œuvre, ou proposent. L'une comme l'autre confient aux Pouvoirs publics, à l'Etat, la responsabilité de la direction de l'économie. L'une comme l'autre attribuent à une certaine rationalité économique le pouvoir de résorber l'inflation ou le chômage.

Mais il apparaît aujourd'hui évident que l'inflation, comme le chômage, dans leurs dimensions actuelles, doivent être attribués pour une part non négligeable à un type de société imprégnée de cette même rationalité économique. Autant qu'une remise en cause d'injustices flagrantes, de privilèges de castes, l'actuelle crise économique doit mener ses victimes à repenser une société aujourd'hui en faillite.

La stagnation de l'économie est inscrite dans les faits, sans doute pour toute l'année 1975. La dégradation des investissements et de la croissance, ne laisse pas espérer une diminution du chômage, au contraire. En cédant trop rapidement aux demandes de « relance », le gouvernement ne ferait que ralentir la crise, sans conséquence notable dans le présent, avec pour effet certain une inflation sans commune mesure avec celle que nous connaissons actuellement.

L'essentiel de toute analyse économique est là.

Ne convient-il pas alors de convier le plus grand nombre à une vaste réflexion constructive sur les orientations futures de notre société ? Dès l'abord, nous pouvons poser quelques jalons, qui ont nom solidarité nationale et régionale devant la crise, décentralisation industrielle, reconsidération du travail lui-même.

— **Solidarité**, cela peut vouloir dire sur le plan économique transfert souple et non étatisé des gains des entreprises en bonnes conditions vers les entreprises en difficultés.

— **Décentralisation industrielle**, c'est le seul moyen d'inscrire le travail, la production, dans un environnement humain, historique, géographique plus résistant à toute crise.

— **Travail**, enfin, et non plus tâche, poste, bureau, emploi. Travail, c'est-à-dire responsabilité dans les périodes fastes comme dans les crises.

P. D'AYMERIES

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

éditorial

les images d'épinal...

Rien n'est jamais simple dans un pays qui accomplit une révolution. Et tout se complique dès que les idéologues s'en mêlent — ce qu'ils ne manquent jamais de faire — à l'instant même où le fait brut leur parvient.

Autrefois, l'Espagne (et sans doute demain encore), hier le Chili, c'est maintenant le Portugal qui suscite les cris d'enthousiasme ou de colère des docteurs des révolutions ou des contre-révolutions.

Les premiers ont salué dès le matin du 25 avril le rétablissement de la démocratie, qui s'est traduit essentiellement par l'éclosion de partis politiques et par d'immenses défilés populaires. Mais la suite des événements a montré que, malgré les discours et les drapeaux, la paix et l'unité restaient à conquérir. Les seconds avaient dénoncé en Spínola le militaire félon — pourtant une sorte de Bigeard lusitanien — coupable d'avoir mis fin au règne de « l'ordre chrétien ». Ceux-là ne voulaient pas voir, au-delà des contes édifiants, qu'un pays qui envoie en France un million de ses habitants est celui de la misère.

La récente tentative putschiste est venue brouiller l'image d'Epinal des uns, contraignant les autres à des contorsions intellectuelles qui doivent être douloureuses. Voici en effet le « général

félon » effectuant une tentative qui, si elle avait réussi, aurait été saluée par la droite comme une victoire sur le « communisme ». Et voici qu'au lendemain de cette tentative manquée, le Mouvement des forces armées apparaît comme le grand vainqueur de l'épreuve, décidant entre autres choses de l'existence ou de la dissolution des partis politiques. La démocratie, ou ce qu'on définit ainsi, risque donc d'en prendre un sérieux coup.

Il serait cependant hasardeux de formuler un quelconque pronostic politique à l'égard d'un pays qui risque de retourner à son anarchie du premier quart du vingtième siècle. Pour l'heure, l'hypothèse la plus vraisemblable serait celle d'une dictature militaire « de gauche » succédant à un autocrate civil « de droite », pour reprendre le langage consacré.

Les Portugais risquent donc d'attendre longtemps encore une liberté un instant entrevue. Reste à savoir si les militaires Portugais sauront assurer la liberté de leur pays, aujourd'hui encore membre de l'OTAN. Il faut le souhaiter pour que, de gauche, de droite ou d'ailleurs, le Portugal se joigne aux pays qui cherchent à se situer en dehors de l'aire impérialiste.

Bertrand RENOUVIN

à propos de...

On ne saurait trop féliciter T.F. 1 de l'effort accompli pour donner aux télé-spectateurs des émissions de qualité où l'on ne craint point d'affronter les questions philosophiques. Les deux premiers entretiens de Christian Chabanis avec Gustave Thibon furent ainsi un grand moment où des millions de Français ont pu retrouver la densité du langage, l'exigence de l'absolu, le visage restitué de l'amour humain, la politique dépouillée des oripeaux du mensonge idéologique. Il faut dire que tout cela jurait singulièrement avec les poncifs de l'idéologie dominante, telle qu'elle se déverse quotidiennement à longueur de feuillets, dramatisés, déclarations politiques, etc.

La première émission de Denis Huysman, « interrogations », sur l'existence de Dieu ne m'avait guère convaincu. Christian Chabanis, l'excellent interlocuteur de Thibon, qui seul aurait eu quelque chose à dire de positif, puisqu'il était à peu près le seul à croire à la philosophie, se montra fort peu loquace. Quant à M. Leprince-Ringuet, s'il fit une belle profession de foi, il prouva que dans l'ordre de la réflexion métaphysique il se trouvait un peu court. Donc, une première expérience décevante.

La seconde, heureusement, racheta la première. Il faut dire que la présence de Pierre Boutang y fut pour quelque chose. Le thème : la liberté. Magnifique sujet, et pas nécessairement facile. J'en veux pour preuve Claude Sarraute du « Monde », qui n'y a manifestement rien compris. Ou pire : elle a compris superficiellement, elle a cru suivre, tout en restant à côté. On dira : vous voyez la difficulté du genre, pour que même une personne aussi considérable passe, à votre avis, à côté de la question... Minute ! J'ai très nettement l'impression que ce qui resta caché aux « grands », aux savants, au tout-Paris plein de son savoir, etc., n'a pas échappé à de plus humbles, qui purent à certains moments décrocher et s'effrayer aux spectres de Spinoza ou d'Helvétius, mais qui comprirent parfaitement le fond du débat. En un mot : la liberté est la plus grande chose du monde parce qu'elle consiste en ce pouvoir fou de faire ou de ne pas faire son salut. Nous sommes responsables de nos actes, aussi déterminés que nous soyons, ne serait-ce que par la façon dont nous assumons la détermination. Le moindre de nos actes recèle un sens qui donne au fait humain une épaisseur, une intériorité, parce qu'en lui notre liberté s'affirme.

Claude Sarraute ne paraît pas se douter qu'aujourd'hui ceci pose question et que, partout, on résorbe la liberté sous le poids de déterminismes psychologiques ou autres.

En une petite heure d'émission, il n'est pas possible de tout expliquer, mais il eût peut-être été possible d'ajouter, puisqu'il s'agissait de mettre en rapport liberté et déterminismes, que ces derniers ne sont pas forcément les vrais obstacles, et que la liberté est à elle-même son propre problème. Donc tout se joue à l'intérieur. Encore que la chappe de plomb, qui peut être aussi bien la robotisation totalitaire que la bêtification permissive, puisse agir pour tuer le ressort intérieur.

Le ressort intérieur, cette force d'âme qui est liberté, voilà ce qui est aujourd'hui le plus menacé. Et puisqu'on a parlé politique, et donc libertés et donc pouvoirs, il faut également dire qu'il n'y a pas possibilité d'exercer quelque pouvoir si la liberté intérieure, le libre arbitre n'existent plus. Car en dernier ressort, c'est la liberté métaphysique, le libre arbitre, qui informe et donne sens aux libertés politiques.

Gérard LECLERC

immigration - immigration - immigration -

quelle politique

● **La France, mirage aujourd'hui pour les immigrés du Tiers-Monde, peut devenir demain pour eux une aide et un recours. Pour leur bien et pour le sien.**

Il y a un peu plus d'un siècle que l'immigration des étrangers en France a pris des proportions notables. Sous le Second Empire et au début de la III^e République, ce sont les centres urbains du textile, du charbon et de l'acier qui ont attiré les travailleurs étrangers en même temps qu'ils drainaient la population des campagnes. L'immigration était alors le prolongement au-delà des frontières de l'exode rural.

Mais depuis une vingtaine d'années, les migrations massives qui arrivent en France et dans la plupart des pays européens industrialisés sont d'origine tout différente. Alors qu'il y a 50 ans elles étaient le corollaire de l'industrialisation, elles sont de nos jours un effet du passage des pays industrialisés d'Europe occidentale à l'état de société post-industrielle. Alors que les principaux pays d'émigration vers la France étaient la Belgique et l'Allemagne au 19^e siècle et les pays slaves entre les deux guerres, la nouvelle vague d'arrivants provient aujourd'hui des pays méditerranéens et du Tiers Monde. Jusque vers 1880, l'immigration fut spontanée chez nous car le libéralisme de la III^e République naissante et une législation très souple en ce qui concerne l'intégration et la naturalisation attiraient un grand nombre d'étrangers. Mais c'est ensuite vers les Etats-Unis, faisant figure d'Eldorado, que des multitudes se dirigent. Il se confirmait ainsi que l'intensité des courants migratoires reflète le pouvoir d'attraction qu'exerce un pays à l'extérieur.

C'est en raison de cette désaffection relative, et pour attirer une main-d'œuvre étrangère dont le pays avait grand besoin tant du fait de la dénatalité que du développement de l'industrie, qu'agriculteurs et industriels mettent en place les premiers organismes spécialisés de recrutement. Le passage d'une immigration spontanée à une immigration organisée selon les besoins de la production et du marché, liée à la décision des employeurs privés et dans une moindre mesure des pouvoirs publics, marque une dégradation dans la condition et le sort des travailleurs étrangers. Ceux-ci sont désormais considérés comme de la marchandise que l'on expulse ou congédie dès qu'on n'en a plus besoin, tels déjà ces dizaines de milliers d'Asiatiques travaillant dans les usines d'armement entre 1914 et 1918 et rapatriés à l'armistice.

UN PROLONGEMENT DE LA COLONISATION

C'est à la fois à une immigration spontanée — en cela qu'elle est rendue nécessaire par le chômage et le sous-développement du pays d'origine — et provoquée — dans la mesure où les organisations patronales et les pouvoirs publics ont décidé eux-mêmes le volume de main-d'œuvre étrangère dont l'économie fran-

çaise avait besoin — que l'on assiste depuis la « décolonisation ». Signe de l'attraction de la France sur des peuples entiers, elle est aussi la marque de sa responsabilité historique. A l'égard des peuples décolonisés elle devrait comprendre un devoir d'assistance et être la prolongation de la présence française par d'autres moyens.

Aussi, les courants migratoires sont-ils largement dépendants des rapports existant entre pays d'origine et pays d'accueil. Le marché du travail et la démographie ne sont pas les seules raisons qui poussent des hommes à s'expatrier dans notre pays. **Des affinités nées du hasard de l'histoire, ou plus spécialement électives, jouent leur rôle.** C'est, par exemple, parce que l'amitié du Portugal pour la France est très vieille et sûre, que des centaines de milliers de Portugais vivent chez nous plutôt qu'ailleurs. Réciproquement, l'existence d'une communauté portugaise de neuf cent mille personnes chez nous crée nécessairement des liens politiques privilégiés. Les flux migratoires reflètent souvent l'image que les nations se font les unes des autres.

LA FRANCE : ATTRACTION...

Or, en ce qui concerne la France, cette image est très largement positive : car notre législation en faveur des travailleurs migrants est considérée, à juste titre, comme l'une des plus tolérantes qui soient. D'autre part, notre pays est fidèle à une politique d'intégration familiale qui n'a pas d'équivalent en Europe, nos voisins ne désirant pas pratiquer une immigration de peuplement, mais simplement de passage. Si l'on ajoute qu'en matière d'action sociale, les travailleurs migrants et leur famille doivent être pris en charge par l'ensemble des services sociaux dans les mêmes conditions que la population française, que le service social d'aide aux immigrants a des bureaux dans quarante-quatre départements, qu'une action spécifique est menée en leur faveur par une centaine d'associations privées, contrôlées et subventionnées par le ministère du Travail et que de très nombreuses associations à vocation nationale, régionale ou locale s'attachent à des actions très diversifiées en leur faveur (promotion féminine, éducation sanitaire, animation et loisirs), on s'aperçoit que l'action des pouvoirs publics est loin d'être négligeable. De plus, un grand effort a été fait depuis 1968 dans le domaine du logement, les crédits sont passés de deux cent-quarante millions à neuf cent-soixante-quinze millions de francs en 1973. Comment nier aussi qu'en ce qui concerne la formation professionnelle, l'alphabetisation, l'apprentissage et le perfectionnement de la langue, de grands progrès aient été réalisés. Les enfants bénéficient de la même scolarité que les jeunes Français et dès à présent le ministre

de l'Education est en mesure de leur accorder les mêmes bourses qu'aux nationaux.

Mais entre la générosité du droit et la réalité bien plus mesquine des faits, il y a tout un fossé impossible à franchir pour la plupart des immigrés. Isolés, ceux-ci ne savent pas faire valoir leurs droits les plus élémentaires. Faut-il rappeler la malhonnêteté si courante de patrons renvoyant des ouvriers ne sachant pas lire, avec un certificat « nous a quittés librement », alors qu'il s'agit de compression du personnel ? Faut-il rappeler la pression exercée par la direction et l'encadrement sur tout immigré qui voudrait se syndiquer ? Faut-il évoquer toute la difficulté qu'il y a pour une famille immigrée à obtenir un logement dans une H.L.M. ?

Comment ne pas voir que c'est au niveau de l'accueil et de l'intégration, dans les rapports avec la population française que le bât blesse ?

Comment la population ouvrière, elle-même étrangère dans sa région, dans sa ville, dans son travail, pourrait-elle se sentir solidaire de ces parias, comment, dans son déracinement, pourrait-elle se soucier de ces exclus ? **« Qui est déraciné, déracine »,** écrivait Simone Weil ; **« qui est enraciné ne déracine pas ».** Comment faire partager ce que l'on n'a pas, comment accueillir lorsqu'on est soi-même en exil ?

Un même processus, un même ennemi ont chassé l'ouvrier français et l'immigré vers la chaîne de montage. Une même loi d'airain les a précipités dans des métropoles qui drainent vers leurs industries les richesses du reste du pays et d'autres continents. Une même logique absurde les maintient dans l'ignorance l'un de l'autre. Or toute politique qui ne visera pas au réenracinement sera incapable de résoudre le problème de l'immigration, car celui-ci, en même temps que la compréhension d'un devoir de solidarité individuelle et entre nations, implique une révolution du cadre urbain et industriel.

... ET MIRAGE

Témoin et victime de la ville, l'étranger est un formidable révélateur de la férocité de cette dernière. Le mythe de la ville européenne — de Paris — est particulièrement puissant en Afrique. La ville, « sa » ville est faite — pour l'Africain — d'images scintillantes où l'immigration a uniquement sa part. Il en ignore le type d'organisation sociale, d'habitat et de travail. Quelle n'est pas alors sa détresse lorsqu'il se trouve confronté à un monde où la « dissociation spatiale », le temps, la nécessité constante de la prévoyance et du choix, sont des données impitoyables. **Sans nom, sans origine, sans histoire, il entre avec plusieurs longueurs de retard dans le grand mouvement de la fuite en avant des citadins.** Naguère entouré dans une communauté protectrice reposant sur des données naturelles et cosmiques, où il donne libre cours à ses sens dans la

immigration - immigration - immigration - im

ue française ?

danse et la fête, le voilà happé par ce qu'il y a de plus artificiel et désincarné comme communauté humaine. Lui dont l'âme nègre qu'évoque Senghor sait tant « communiquer », mais dans une gratuité a-temporelle, voilà que dans la fourmilière, toutes ces qualités ne lui servent de rien. Or, plus que dans son village il lui est nécessaire de « savoir », car la communauté urbaine incite à un choix perpétuel.

La dislocation de la personnalité sociale du migrant se trouve accentuée par un phénomène type de la société urbaine, qu'il partage à un degré variable d'ailleurs avec tous les citadins : la « dissociation spatiale », entre les divers lieux de travail, de résidence, de loisirs. Faisant le sacrifice d'un long déplacement dans la certitude de trouver la stabilité à l'arrivée, le voilà perpétuellement en errance, en quête d'un emploi, d'un logis, ou bien astreint à de longs va-et-vient quotidiens. Et lorsqu'il s'installe provisoirement dans un foyer, une cité-dortoir, c'est pour y subir cet enracinement dans la marginalité qu'a déploré Gabriel Marcel, « un déracinement qui prendrait corps ». La civilisation moderne, qui est à peu près pour tous une civilisation de nomades et de migrants a besoin de ces populations qui bougent ou plutôt que l'on fait bouger. Ivan Illich a très bien montré que la mobilité qui était naguère désirée et signe d'une promotion sociale — aux Etats-Unis tout particulièrement — peut être désormais considérée comme un des plus gros inconvénients de la vie en société par la perte de temps et d'énergie qu'elle implique. A l'heure actuelle, ce serait plutôt l'installation dans une petite ville, dans une communauté moralement, économiquement et affectivement quasi-autarcique qui symboliserait le bonheur pour des hommes soumis à des déplacements incessants et non désirés. **L'expatriation de l'émigré et le va-et-vient du banlieusard entre sa maison et son lieu de travail dans le centre-ville ont ceci de commun qu'ils leur sont imposés.** Jamais l'homme n'a autant bougé et si peu voyagé puisque les voyages eux-mêmes prennent des allures de migrations planifiées où l'initiative personnelle est inexistante.

UNE SOLIDARITE DES DERACINES ?

Cette détresse commune peut-elle créer une solidarité ? « Qui est déraciné déracine ». Qui est enchaîné enchaîne et ne peut guère libérer. Or, bien que le sort de l'immigré préfigure ce que pourrait être notre destin dans un monde contre-incarné, bien que les travailleurs immigrés soient les cobayes d'une société d'irresponsabilité, bien qu'un même type de civilisation importée menace à plus ou moins long terme un pays comme le nôtre, sa misère nous inspire, en général, plus d'indifférence ou de peur que de sympathie. Peut-être parce que nous-mêmes, nivelés, standardisés, incapables d'assumer notre propre héritage français, faisant porter tous nos efforts sur l'identification à un modèle préétabli, nous ne pouvons

supporter de coudoyer des hommes qui nous rappellent l'étrangeté en même temps que l'indispensable besoin d'altérité.

Nous qui nous américanisons à plaisir, comment pourrions-nous supporter que le noir reste lui-même nègre, l'Algérien arabe et musulman ? Ce rappel d'une origine manifeste pour des gens qui ont abdiqué toute patrie, est ressenti comme une provocation. Aussi est-ce se tromper de colère et de coupable que de voir dans l'immigré une menace pour notre identité et notre culture. Si menace il y a, ne vient-elle pas presque uniquement d'un schéma anglo-saxon ou prétendu européen qui, par le biais des canaux économiques et financiers, altère les plus authentiques de nos coutumes, les plus enracinées de nos valeurs. Les immigrés ne nous imposent rien, même pas leur misère qu'ils cachent, c'est plutôt nous qui leur imposons et qui leur inculquons bientôt ce qui n'est même pas de nous.

Une mauvaise interprétation de la nation, une méconnaissance de la spécificité du bien-fait national, a pu faire croire que la patrie est un bien exclusif qui ne se partage pas. Or une patrie qui ne serait pas un partage n'en serait plus une. Ce n'est pas parce que la nation est un déterminisme de naissance qu'il ne doit pas être corrigé par la générosité des hommes. Le sentiment national bien compris ne peut s'accompagner que de solidarité avec l'exclu, du désir de faire participer le non-initié à son privilège.

Au lieu de considérer l'étranger comme une marchandise, comme un complément provisoire, sous l'angle de l'utilité la plus sordide, ne pourrions-nous pas l'associer à un projet de civilisation ?

Car les migrations temporaires pourraient devenir l'instrument d'une des aides les plus efficaces que la France puisse apporter aux pays en voie de développement. Si, pour le moment celles-ci profitent à coup sûr au pays d'accueil, il n'est pas du tout sûr qu'elles favorisent le processus de développement du pays d'origine. Il peut y avoir une justification provisoire à l'émigration lorsque le pays exportateur de main-d'œuvre est lui-même en voie de développement industriel. En Espagne, par exemple, l'émigration opère une ponction sur la population rurale, qui aide à franchir une étape. Mais lorsqu'il s'agit de pays très peu développés, l'émigration risque de constituer un exutoire sans contrepartie ni sans frein. Par ailleurs il n'est pas évident qu'aux départs d'émigrants corresponde une réduction du chômage ou du sous-emploi, car les pays d'accueil, contrairement à l'opinion courante, n'engagent que les meilleurs travailleurs, et cet « écrémage » n'atteint pas toujours le chômage résiduel. En fait, ce sont les travailleurs qualifiés et instruits dont dépend l'emploi des autres, qui s'en vont.

Quant au problème fondamental de la balance des paiements, on peut constater que l'envoi de fonds par les travailleurs immigrés grecs d'Allemagne chez eux, a plutôt tendance à aggraver le déficit de la balance de la Grèce que de l'atténuer, car les bénéficiaires grecs

de cet argent, obnubilés par les produits allemands, en achètent de plus en plus.

C'est donc vers une tout autre politique de l'immigration que la France doit pencher. Elle peut s'articuler en deux points : intégration plus complète des immigrants dans une société renouée ; coopération suivie de la France, dans tous les domaines, avec les pays d'origine de ces migrants situés pour la plupart dans le pourtour méditerranéen et en Afrique, sphère importante de notre jeu diplomatique.

QUELQUES MESURES POSSIBLES

A l'intérieur cela implique :

— que l'on développe des institutions de formation professionnelle accélérée adaptées à ces travailleurs, où ceux-ci seraient systématiquement accueillis pendant une brève période avant d'être placés dans des entreprises ;

— qu'on oriente de préférence ces travailleurs vers des métiers où les besoins d'ouvriers qualifiés sont particulièrement grands dans leur pays d'origine ;

— qu'en accord avec les pays d'origine, ces ouvriers « en stage » chez nous, soient incités à rentrer chez eux après une période déterminée pour laisser la place à d'autres.

Sur le plan des relations nationales, cela suppose :

— la mise en place d'une vaste organisation de la coopération qui « jouerait à fond » la politique du tiers monde et de la présence française. La formation systématique chez nous de techniciens, de professeurs et d'ingénieurs à une échelle bien plus grande qu'aujourd'hui, en même temps que l'envoi dans ces pays de techniciens et d'ingénieurs français dont l'intérêt pour cette entreprise aurait été éveillé par toute une politique d'information. Il est évident par exemple que l'encouragement à l'étude de l'arabe dans les écoles françaises aurait pour corollaire l'intérêt pour la langue française dans les pays du Moyen-Orient. Enfin la présence des jeunes appelés pourrait ne pas être négligeable dans le domaine de l'alphabétisation, par exemple. Il faudrait pour cela que la coopération ne soit pas conçue comme un moyen d'échapper au service militaire, mais comme un véritable missionariat.

Il faut rendre aimable le modèle français, le faire passer comme un projet de substitution valable. Il lui faut être efficace et actuel dans un monde obnubilé par la technique américaine. Mais il faut que, parallèlement, le combat pour l'intégration en France ait été gagné, que le passage dans notre pays soit le symbole d'une libération et non d'un esclavage. Seuls un pouvoir et une nation responsables peuvent permettre un tel projet, seule une volonté politique libératrice ici, sera contagieuse ailleurs. « La suppression de la violence », écrit Claude Bruaire dans **La raison politique**, ne devient acte politique que si elle est ordonnée à la suppression de la faiblesse, à donner force au faible ». Perspective ambitieuse auprès de laquelle les marchandages européens font piètre figure.

Pierre AYMÉ-MARTIN

Au lendemain des Journées de Rueil, nous avons reçu un courrier souvent intéressant, nous posant surtout la question de l'avenir du mouvement royaliste. Nous publions cette semaine quelques extraits de lettres auxquels nous ajoutons une brève réponse, réservant pour une autre fois une lettre posant dans des termes modernes la question de l'Etat et de sa conquête.

« J'ai lu avec beaucoup d'intérêt « Le Désordre Etabli ». Ce livre permet de mieux cerner les positions de la N.A.F. par rapport à la droite et à la gauche. Sympathisant royaliste depuis cinq ans, militant N.A.F. depuis plus d'un an, je me permets de vous écrire pour vous soumettre quelques critiques générales sur notre Nouvelle Action Française...

...Lorsque, personnellement, je parle avec des camarades de la Révolution Royaliste de la N.A.F. ils me demandent : « comment sera la monarchie demain ? » Je ne peux répondre que d'après mes idées qui trahissent nécessairement plus ou moins celles de la N.A.F. Je prends quelques exemples : nous avons abandonné la théorie du Corporatisme parce qu'elle est dépassée. Mais que mettons-nous à la place ? Alors que la France entière est bipolarisée sur le thème libéralisme ou socialisme nous nous devons de proposer une « troisième voie », fidèles à notre slogan « par delà la gauche et la droite ». Or, pour l'instant, nous n'avons rien à proposer. Autre exemple : la N.A.F. possède le terme de sociogestion qui est très beau car il rappelle celui d'autorités sociales de Le Play et qui peut avoir un impact publicitaire considérable ; seulement, il n'y a rien derrière...

...Vous avez raison d'attaquer Giscard : ce n'est pas votre rôle de le défendre. Vous avez raison d'attaquer ses réalisations plus ou moins démagogiques, ses concessions au Programme Commun (avortement, majorité à dix-huit ans, divorce) son européisme, son atlantisme... D'autre part, vos virulentes critiques de V.G.E. apparaissent également démagogiques : il n'est quand même pas évident de conduire la France dans la conjoncture actuelle. Comment Mitterrand ou tout autre — le Prince par exemple — aurait-il gouverné avec le coup du pétrole et les grèves ? Quand vous attaquez Giscard sur la **Morale de l'espèce** (cf. Mercredis de la N.A.F. du 29 janvier), c'est un procès d'intention que vous lui faites en interprétant librement ses propos, en les rapprochant de ceux de « Nouvelle Ecole ». Bref, vous attaquez plus l'homme et sa « caste » (qu'il faudrait définir d'ailleurs) que le système démocratique qui favorise ce genre d'homme et de caste...

na f forum

pourquoi

Il ne s'agit pas de flairer, de près ou de loin, la soupe giscardienne ou de l'internationale fasciste. Il faut déterminer avec justesse où nous pouvons avoir le plus grand impact pour royaliser la France, comme une entreprise veut savoir quel marché elle peut toucher, dans un créneau où la concurrence n'est pas trop forte. Il semble que c'est à droite que nous pouvons avoir cet impact. Je sais que la droite est européiste (pas toute) et atlantiste (pas toute). Mais l'esprit de la droite est le vôtre. Les concepts de nation, d'héritage, de tradition sont plus à droite qu'à gauche. Il est plus facile de faire revenir la droite sur son européisme ou atlantisme, car ce sont des points secondaires, que de changer la mentalité de gauche, car c'est le point primordial.

A D.F. de Paris

Pensez-vous réellement que la France est polarisée sur le thème libéralisme-socialisme ? Nous ne le croyons pas pour notre part, le libéralisme n'étant plus libéral et les socialistes d'aujourd'hui essayant de faire éclater le modèle clos fourni par les systèmes de l'Est. Au demeurant la tradition socialiste déborde très largement le courant marxiste et peut du même coup nous éclairer dans notre propre recherche.

N'avons-nous réellement rien à proposer ? Je crois que le temps est fini de se lamenter à ce propos et qu'il s'agit de refuser cette phrase toute faite qui comble de joie les partisans du désordre établi. Oui, nous avons quelque chose à proposer et qui, même techniquement, va bien au-delà des pieux discours habituels sur l'autogestion ou le très pâle changement giscardien. Il faut être très net là-dessus : nous avons tout un acquis doctrinal précieux qui purgé de son côté « petit accordeur social » peut se révéler très actuel (cf. la thèse de Bertrand Renouvin), et retrouve aujourd'hui les plus dynamiques courants de pensée économique et sociale. Car dans le contenu à donner à la socio-gestion, nous ne sommes heureusement pas seuls et les travaux de quelques-uns des

plus considérables économistes de ce temps s'intègrent parfaitement à notre projet. Par ailleurs, un groupe de travail nafiste travaille à une œuvre de synthèse nécessaire qui rendra plus opérationnelles nos idées-force et nos propositions.

Quant à Giscard, le reproche qui nous est fait me paraît singulier, surtout lorsque notre camarade se réfère à l'A.F. d'antan ! Dieu sait si on y pratiqua la polémique personnelle, parfois avec une outrance pour laquelle aujourd'hui nous avons peu de goût. Procès d'intention ? Hélas, au bout de huit mois, il n'est plus possible de le croire et tous les jours nous apportent des preuves nouvelles sur la nature d'un pouvoir de caste, désinvolte en ce qui concerne les affaires du pays, et solidaire par ailleurs d'un secteur financier parfaitement défini. Quant à la « nouvelle morale de l'espèce » nous ne l'interprétons pas : elle ressort du colloque de la Sorbonne clôturé par Giscard et qui indigna tant Ionesco, et des faits les plus patents.

Et la démocratie que nous ne dénoncerions pas ? Illusion d'optique ! La démocratie au niveau de l'Etat a toujours été un mythe pernicious. Déjà Maurras tentait de définir la réalité qui se cachait derrière ce mot vide : groupes de pression, ploutocratie, etc. Ainsi plutôt que de faire de faciles couplets sur la « démocratie-idée pure », il nous paraît plus avisé d'analyser les réalités sociologiques et politiques concrètes. Par ailleurs, nous avons multiplié les analyses institutionnelles sur la nature de la V^e République. Tout récemment encore dans les cahiers de l'I.P.M.

Dernier point soulevé par cette lettre dont nous n'avons pu citer que des extraits : la droite à laquelle semble attaché notre ami. Mais laquelle ? Poussé dans ses derniers retranchements, il ne nous cite qu'un groupuscule, le plus infime de la droite. Ce n'est pas très sérieux. Un projet comme le nôtre requiert toutes les audaces. Certes il ne repousse personne, mais doit fuir les ghettos, en particulier celui dans lequel le mouvement royaliste a failli étouffer. Notre expérience quotidienne nous fait côtoyer dans tous les milieux des Français au sens civique très développé. Ce

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication
Yvan AUMONT
Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

les mercredis de la naf

Chaque semaine la N.A.F. organise une conférence suivie de débat. Les réunions ont lieu à 21 heures, 12, rue du Renard, 75004 Paris (salle du 2^e étage) (métro Hôtel-de-Ville).

● Attention, en raison de la réunion rue de Rennes, qui est annoncée par ailleurs,

il n'y aura pas de Mercredi de la N.A.F. le 19 mars. Les séances reprendront le mercredi 9 avril.

A la fois lieu de rencontre, de formation et de discussion, les mercredis de la N.A.F. sont un moment privilégié auquel sont spécialement conviés tous les sympathisants et simples curieux désireux de mieux connaître la N.A.F.

la naf ?

sont ceux-là qui nous intéressent. Quant à la prétendue imperméabilité des « gens de gauche » à nos idées, c'est un préjugé contre lequel s'inscrit en faux toute mon expérience militante. Si ces derniers sont réticents, ce n'est pas principalement l'idée de la monarchie qui les arrête, mais les compromissions des royalistes avec l'argent qu'ils imaginent, et une mentalité réactionnaire... qu'il nous importe de démentir.

« ...Je ne reproche pas au journal d'être intellectuel, mais je reproche à la N.A.F. de ne pas promouvoir un journal abordable à tous ! (évidemment problème d'argent et je le comprends). C'est pourquoi je demande à la N.A.F., si c'est délibérément, si c'est consciemment qu'elle a choisi d'écrire un journal plutôt intellectuel (au sens où c'est incompréhensible à certains) plutôt qu'un journal abordable à tous...

...La Monarchie n'est pas cet Etat qui remplace un autre Etat, n'est pas une institution qui remplace une autre institution, n'est pas un régime qui remplace un autre régime. La Monarchie c'est l'expression d'un peuple, la Monarchie c'est cette nécessité issue de l'expérience des gens...

Je voudrais voir la N.A.F., dans les grands débats politiques crier, non que la Monarchie est meilleure, mais que le pouvoir des hommes est de se gouverner eux-mêmes, dans la mesure de leurs possibilités, là où ils sont et maintenant. Je voudrais voir la N.A.F. crier qu'il ne sert à rien et qu'il est faux de vouloir instituer un Etat, et qu'il faut promouvoir des communautés locales et des pouvoirs locaux... »

formule qui tienne compte des leçons de ces deux expériences. Que tous ceux qui ont des idées sur ce que nous devrions faire (et tout particulièrement ceux qui ont participé au camp d'Agde) nous envoient leurs réflexions ordonnées autour de trois thèmes :

- bilan de l'expérience d'Agde ;
- quels objectifs pour le camp ?
- quels moyens, donc quelle formule pour le camp 75 ?

Ces rapports doivent nous parvenir rapidement pour que nous puissions en faire la synthèse, pour mettre sur pied notre projet 75.

A B.C. (Versailles)

— Est-ce de propos délibéré que la N.A.F. s'adresse aux « intellectuels » ? Oui, dans la mesure où comme la première A.F., elle est née plutôt dans ce milieu et où elle se veut laboratoire d'idées. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'aspire pas à conquérir d'autres milieux. Cela viendra progressivement, lorsque nos moyens nous permettront de diversifier notre presse et notre implantation militante. Par ailleurs il ne faut pas sous-estimer l'importance stratégique de l'intelligentsia qui diffuse les idées grâce aux médias.

Quant à la conception de la monarchie exposée par B.C. nous la croyons parfaitement juste. Le roi ne peut être le roi que d'un pays de citoyens, où tous sont responsables. Mais attention, il n'y a pas de société, pas de libres citoyens sans Etat. Et les choses vont ensemble : promotion des libertés, renaissance de l'Etat. Pour la reconstitution de la société, l'état est un moyen indispensable. Mais cela nous pose quelques questions difficiles sur lesquelles nous reviendrons bientôt.

« ...Rueil, écrivez-vous, sera un tournant. Maintenant, l'esprit des « Journées Royalistes » est là pour en témoigner, ça y est, on est parti à la conquête de la France. Mais, comment envisager le développement de la N.A.F. ?... Une première constatation : tout parti, lorsque son audience dépasse un certain seuil, trahit sa première impulsion par un travail de compromis et de concessions. Ceci est particulièrement (et tragiquement) vrai en ce qui concerne l'Action Française, qui initialement révolutionnaire est devenue, par le jeu des mots, réactionnaire.

le camp d'été

Après nos deux expériences de Thau 73 et Agde 74, il nous faut envisager ce que sera notre camp de propagande 1975. Pour ce faire, nous devons mettre au point une

Dé même le Parti Communiste a incarné l'espoir des travailleurs avant de devenir leur nouveau tyran. Deuxième point : la légende de Monk, c'est fini. La révolution royaliste n'a de chance de se faire qu'avec les travailleurs, qu'avec les classes les plus défavorisées. Or la N.A.F. malheureusement, est plus un parti intellectuel que prolétarien...

S'il est une idée du P.C. qu'il faut conserver, c'est bien celle des correspondants ouvriers. Pendant l'affaire LIP, la section de Besançon s'est chargée de l'analyse de la situation, il y a quelques mois le groupe du Mans a fait un compte rendu de la situation régionale ; sans négliger l'intérêt de ces articles, je pense que si les travailleurs eux-mêmes expliquaient dans la N.A.F., leurs problèmes, leurs mécontentements, leurs espoirs, le ghetto dans lequel on a voulu nous enfermer (dans lequel on veut toujours nous enfermer) ne sera plus qu'un souvenir. Pour en arriver là, il y a deux actions possibles. Au niveau de l'entreprise, où malgré toute mon incompetence, étant encore étudiant, je conçois que tout lecteur de la N.A.F. qui travaille dans une « boîte » quelconque, puisse rendre compte de la vie dans l'entreprise (un envoyé spécial permanent en quelque sorte), en collaboration avec les syndicats. Au niveau de la collectivité locale, une réunion dans une salle municipale, qui sorte de l'habituelle réunion dans un café, au sujet de problèmes concrets (défense de l'urbanisme...) peut sensibiliser un maximum de personnes... »

(S.L. Rueil)

A S.L. (Saint-Cloud)

La lettre de S.L. dénote une volonté de conquête à l'égard du monde du travail que certains récuseront peut-être trop facilement en se gaussant de l'ouvriérisme. Ce serait pourtant faire bon marché du rôle considérable des classes comme forces sociales qu'un pouvoir quel qu'il soit serait insensé d'ignorer. Il est certain que le soutien affirmé du monde ouvrier à la monarchie serait d'un poids considérable. Et le prince ne l'ignore pas, qui multiplia les contacts avec le monde du travail, le syndicalisme et fit le tour du pays pour connaître intimement les réalités de la France laborieuse. Les moyens proposés pour une meilleure action militante des royalistes me paraissent judicieux à condition d'être reliés à une action stratégique coordonnée.

Et à ce propos, une chose m'inquiète dans l'ensemble du courrier reçu : l'articulation entre l'action à la base et l'action à mener au niveau de l'Etat paraît ou éludée ou mal perçue. C'est sans doute parce que les études stratégiques faites dans l'orbite de l'ancienne A.F. et très marquées par une problématique 1900 (cf. **Si le coup de force est possible**) semblent déphasées par rapport aux institutions de la V^e République et à la société industrielle. Aussi une étude sur ce point nous paraît-elle urgente. Nous commencerons à l'entreprendre très prochainement à partir de la très intéressante lettre d'un militant aixois.

Gérard LECLERC

enseignement

haby : « big brother » ?

● **Sous des prétextes d'efficacité et de rentabilité, la réforme Haby fait courir d'inadmissibles dangers à l'Intelligence Française.**

Rite de printemps ? Les lycéens, comme en mars 1973, comme en mars 1974, ont des velléités de grève et de manif. Raison avouée de ces mouvements : la réforme Haby. C'est le cheval de bataille enfourché par l'U.N.C.A.L. (1) et la Ligue Communiste, furieux d'être écartés de la concertation avec les lycéens que déclare vouloir rechercher le ministre de l'Education. Dans la foulée les syndicats S.N.E.S. (communiste) et S.G.E.N.-(C.F.D.T.) se mettent mollement en branle et se proclament hostiles au renforcement de la sélection.

Les instituteurs socialistes du S.N.I., eux, sont beaucoup moins enclins à s'opposer à une réforme qui leur entrouvre les portes de l'enseignement supérieur. Une nouvelle pièce à verser au copieux dossier de la désunion de la gauche. Quant aux lycéens ils musardent sur le mode désenchanté, défilent par endroits, grillent les cours ailleurs. Le tout sans passion, voire sans conviction. Bref, une contestation peu cohérente qui donne le beau rôle à M. Haby.

LE DILEMME DE LA SELECTION

Domage ! Car le projet Haby méritait une critique à la fois énergique et intelligente. Il constitue en effet une machine de guerre redoutable contre l'avenir de la jeunesse et de l'intelligence françaises.

M. Haby se veut apolitique et technicien. Il argue de sa parfaite connaissance de l'Université au sein de laquelle il a été successivement instituteur, professeur, proviseur, inspecteur général et recteur. On peut craindre malheureusement qu'il ne soit le reflet parfait d'une certaine idéologie utilitariste au sein de la hiérarchie universitaire.

Cette idéologie amène nombre de fonctionnaires de la rue de Grenelle à souhaiter le dégoût de l'enseignement supérieur. Le projet Haby leur donne satisfaction en favorisant l'orientation vers l'enseignement professionnel au niveau de la 3^e, voire de la 5^e, et surtout en instaurant un clivage entre les enfants « précoces » qui pourront brûler les étapes dans le primaire et suivre un enseignement complet dans le « collège » (6^e-3^e) et les autres, retardés scolaires, justiciables de l'enseignement « allégé » et donc quasi irrémédiablement voués aux C.E.T., pardon ! Lycées d'Enseignement Professionnels !

LE DROIT A LA DIFFERENCE

A cela, M. Haby répond au cours d'un entretien accordé au *Journal du Dimanche*. « Certes, nombre d'enfants ont des difficultés à apprendre à lire avant sept ans. Faut-il pour autant empêcher les autres de le faire ? Serait-ce là l'absence de sélection que l'on réclame ? » Et il a raison. Mais jusqu'à un certain point seulement. S'il est vrai que tous les enfants ne sont pas aptes à l'enseignement issu de l'humanisme bourgeois, il est grave de les mesurer tous à cette seule et unique toise. Car cela revient à instaurer une ségrégation entre des « alpha » plus « dominateurs » et des « epsilon moins »

voués aux tâches les moins payées et les plus pénibles. Comme dans le meilleur des mondes.

Face à la solution Haby, face à la démagogie des syndicats de gauche qui voudraient à la limite la « licence pour tous », il nous faut revendiquer le droit à la différence pour les jeunes Français. C'est-à-dire la reconnaissance de la pluralité des types d'intelligence et des formes de culture sans qu'il y ait pour autant hiérarchie rigoureuse entre ces formes. Mais cela suppose la reconstitution de cellules familiales et locales diversifiées et riches là où existent l'anti-cité et l'abrutissement télévisuel. Cela suppose que le travail ne soit plus parcellaire ou absurde comme les travaux de paperasserie du « tertiaire subalterne », que l'entreprise soit une communauté tournée vers la promotion de ses membres et non un lieu de production effrénée et de compétition forcée entre ses membres. Cela suppose enfin que l'on renonce à considérer comme définitivement jouée avant vingt-cinq ans, sur les bancs de l'école ou de l'Université, la destinée professionnelle des jeunes Français (2).

Autant dire qu'il serait absurde de reprocher à M. Haby de ne pas dénouer le nœud gordien du pan-scolarisme. Car il faudrait pour cela réaliser une révolution de société qui excède largement les attributions du ministre de l'Education Nationale.

En revanche l'auteur de la dernière réforme de notre système éducatif risque fort de porter devant l'histoire une écrasante responsabilité : celle de fossoyeur de l'intelligence française.

M. Haby, en effet, s'ingénie à détruire tout ce qui dans le fatras de notre enseignement secondaire pouvait inciter à la réflexion et à la compréhension du monde.

ASSASSINAT DE L'HISTOIRE...

La réforme supprime l'enseignement de l'histoire et de la géographie dans les « collèges », pour le remplacer par un cours de sciences humaines.

L'enseignement de l'histoire tel qu'il est pratiqué actuellement est certes fort critiquable : trop d'histoire-batailles, trop de stéréotypes, pas assez d'étude des mentalités et de la vie quotidienne des hommes du passé. Et surtout un enseignement passe-partout.

On enseignera les mêmes programmes dans un C.E.G. rural où il faudrait, dans la lignée de Marc Bloch et de Duby, faire la passionnante histoire des terroirs, dans une ville historique où les monuments témoignent quotidiennement de la présence du passé et dans une banlieue-dortoir où rien, hélas ! ne vient susciter la curiosité de l'enfant envers le précédent et le rituel.

Mais malgré ses imperfections, l'enseignement actuel de l'histoire permet de donner aux jeunes Français un minimum de racines, voire une certaine fidélité envers le passé national, faute de laquelle l'homme devient un robot ou un nihiliste prêt à toutes les aventures.

Et ce n'est pas en sacrifiant l'étude du passé que l'on comprendra mieux le présent. Un cours d'histoire, fait par un professeur animé de la passion du présent, et le désir de découvrir dans le passé des clés pour l'avenir, est cent

fois préférable à un cours de sciences humaines braqué sur l'événement. Car il est très difficile, sans une culture préalable, de prendre de la distance et de la hauteur par rapport à l'actualité. Une actualité qui, par le biais des médias, devient envahissante, confond les horizons géographiques, et les niveaux de problèmes. Il y a à redouter que le cours de sciences humaines ne soit qu'un bavardage superficiel, éclectique et confus.

... DE LA PHILO...

Le projet Haby assassine la philosophie : elle devient matière à option en terminale, une option que l'utilitarisme ambiant et le désir d'étudier des matières « rentables » fera vite délaisser. Et ce ne sont pas les trois heures de philo en première, simple hors d'œuvre, qui vont compenser ce manque. Or l'enseignement de la philosophie, malgré sa routine, son pesant et étroit didactisme scolaire et son positivisme façon Cuvillier, revu Huisman, laissait aux élèves une petite possibilité de se poser la question du pourquoi des êtres et des choses. Dans le même temps, le savoir de type physico-mathématique (dont il serait stupide de nier l'utilité), qui se borne à prendre des mesures sur la matière afin de la dominer, va être privilégié. Ainsi l'intelligence se réduira au « pouvoir de contraindre les êtres et les choses » (Malraux).

Le projet Haby ne dit rien de l'enseignement du français. Souhaitons sans trop y croire que le ministre de l'Education ne reprenne pas à son compte la réforme de l'orthographe proposée par la commission Emmanuel. Celle-ci, très structuraliste d'esprit, réduit le langage à une série de phonèmes, simples signaux arbitraires. Dès lors la langue n'est plus considérée comme décrivant l'expérience humaine. Le respect des racines du mot disparaît puisqu'il est vain de rechercher en elles le reflet de la tradition française et du génie national (3).

... ET DE L'INTELLIGENCE

Voici vingt-cinq ans Georges Orwell, fasciné par l'atrocité du stalinisme, avait écrit un ouvrage, « 1984 », qui décrivait un univers de robots dans lequel une inquisition télévisuelle dépeçait, jusque dans sa vie intime les velléités de non-conformisme de l'individu, contre le tyran « Big Brother ».

Avec la réforme Haby le même nivellement moutonnier, le même consensus de troupeaux privés de points de comparaison et de référence sur lesquels fonder un esprit critique est obtenu. Les médias et la société du spectacle feront le reste. C'est contre cette monstruosité qu'il faut se révolter.

Arnaud FABRE

(1) Union Nationale des Comités d'Action Lycéenne dominée par le P.C.

(2) Nous y reviendrons plus longuement dans les prochains numéros.

(3) On objectera que les paysans de l'Ancien Régime étaient, eux, très souvent illettrés. Mais le langage employé et transmis par la tradition orale correspondait à des expériences vécues dans une vie quotidienne dont les changements étaient lents. Au contraire, le Français moyen de 1975 est littéralement agressé par une profusion de signaux multiples émis par les médias et qui ne correspondent pas toujours à des situations vécues concrètement.